



**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



point-justice
Seine-Maritime



**Juriste du conseil départemental de l'accès au droit de Seine-Maritime
Fiche de poste**

Intitulé du poste : juriste
Affectation : conseil départemental de l'accès au droit (CDAD) de Seine-Maritime
Localisation : annexe du tribunal judiciaire - 22, rue de Crosne - 76037 Rouen

➤ **Présentation du CDAD :**

Le conseil départemental de l'accès au droit (CDAD) est un groupement d'intérêt public présidé par le président du tribunal judiciaire de Rouen. Le procureur de la République près ledit tribunal en est le vice-président. Les fonctions de commissaire du gouvernement y sont assurées par le magistrat de la cour d'appel de Rouen délégué à la politique associative et à l'accès au droit.

Le CDAD est composé de représentants de l'Etat, de collectivités territoriales, des professionnels du droit (avocats, commissaires de justice, notaires) et d'associations spécialisées.

Le CDAD a notamment pour missions de définir une politique départementale d'accès au droit, de recenser les dispositifs existants, d'identifier les besoins, d'animer et d'impulser des actions visant à favoriser l'accès au droit du plus grand nombre.

➤ **Missions générales :**

Le-la juriste exerce ses fonctions sous l'autorité et le contrôle du président du conseil départemental de l'accès au droit (CDAD) ou de la personne déléguée à cet effet.

Le-la juriste est chargé-e d'assurer des permanences d'information juridique de premier niveau dans différents points-justice du département.

Il-elle peut par ailleurs intervenir dans le cadre de différentes actions organisées par le CDAD à destination d'usagers ou de professionnels pour délivrer de l'information juridique générale.

➤ **Missions particulières :**

- Permanences d'information juridique de premier niveau au sein des points-justice généralistes et spécialisés :
 - Accueil du public (physique, téléphonique, visioconférence)
 - Ecoute de l'usager et échanges permettant l'explicitation de sa demande et le ciblage de sa ou de ses problématiques
 - Délivrance d'une information générale actualisée
 - Proposer l'orientation vers le ou les intervenants compétents (notamment professionnels du droit, associations, conciliateurs, délégués du Défenseur des droits, écrivain public) lorsqu'elle s'avère opportune
 - Saisie statistique de l'activité des permanences

- Interventions lors de manifestations :
 - Organisation des interventions
 - Présentation de thématiques juridiques ou liées à la citoyenneté
 - Echanges avec le public ciblé
 - Suivi statistique / bilan des actions

- Logistique - fonctionnement :
 - Gestion des nouvelles technologies de l'information et de la communication :
 - Elaboration de supports d'information

 - Evaluation de la qualité et de la quantité des réponses données au titre de l'accès au droit : tenue de statistiques, tableaux de bord.

➤ **Compétences :**

Le-la candidat-e doit être issu-e d'une formation juridique de droit privé. Disposer en parallèle d'une formation ou d'une sensibilisation en droit public est un atout majeur.

La prise de poste se fera de manière progressive afin que le-la candidat-e retenu-e puisse s'approprier les missions au fur et à mesure.

Permis et véhicule impératifs (déplacements sur l'ensemble du département).

- Diplôme : master 1 minimum
- Expérience : aucune expérience exigée

- Compétences requises :

Savoirs	Savoir-faire	Savoir-être
- Circuits administratifs - Connaissances juridiques approfondies - Organisation judiciaire et administrative - Outils bureautiques	- Appliquer les textes législatifs et réglementaires - Assurer la veille juridique	- Avoir une aisance relationnelle - Avoir le sens de l'organisation - Avoir le sens des relations humaines - Etre autonome - Etre à l'écoute - Etre réactif - Etre force de proposition - Faire preuve d'initiative - Faire preuve de capacité d'adaptation - Savoir anticiper - Savoir s'exprimer en public

➤ **Conditions d'exercice des missions :**

- Contrat : CDD de droit public d'un an
Durée pouvant être comptabilisée pour certains emplois de la fonction publique
- Régime juridique : décret n° 2013-292 du 5 avril 2013 relatif au régime de droit public applicable aux personnels des groupements d'intérêt public
- Temps de travail : 37h30 hebdomadaire
25 jours de congé et 15 jours de RTT
- Rémunération : 1 595€ mensuels net
Participation aux cotisations à votre complémentaire santé à hauteur de 15€ par mois
Indemnisation des frais de déplacement selon les taux déterminés dans l'arrêté du 3 juillet 2006
- Prise de poste : idéalement le 1^{er} juin 2024
- Conditions matérielles :
 - Déplacements réguliers sur l'ensemble du département
 - Ordinateur portable individuel professionnel fourni
 - Possibilité d'effectuer une partie des missions en télétravail
 - Poste nécessitant une capacité à travailler en autonomie

➤ **Renseignements :**

Joanne BARBOSA, juriste-coordinatrice du CDAD
Joanne.Barbosa@justice.fr – tél. : 02 76 27 85 73

Olivier GRAFF, secrétaire général du CDAD
Olivier.Graff@justice.fr – tél. : 02 76 27 85 72

➤ **Candidatures :**

Olivier GRAFF, secrétaire général du CDAD : cdad-seine-maritime@justice.fr

Date limite de candidature : 17 mai 2024

Documents à transmettre : curriculum vitae et lettre de motivation